

Retrouvez tous les invités et les analyses sur: www.letemps.ch/economie

Les raisons du sous-financement de la recherche sur les vaccins

L'industrie des vaccins est une industrie difficile, en particulier pour les firmes qui souhaitent en développer de nouveaux. Les économistes, tels que Michael Kremer, Prix Nobel d'économie 2019, ont beaucoup travaillé sur les difficultés économiques de la recherche visant à développer de nouveaux vaccins.

Les vaccins font face à un marché très incertain. Par temps calme, c'est un produit souvent contesté par les consommateurs. Contrairement à l'adage bien connu, les gens préfèrent souvent guérir que prévenir. En outre, lorsque les consommateurs prennent la décision de se faire vacciner, ils n'intègrent souvent pas le fait que se faire vacciner apporte non seulement un bénéfice privé (pour eux-mêmes) mais aussi un bénéfice «social» (pour la société dans son ensemble). En effet, en se faisant vacciner, un individu contribue à l'amélioration de la prévention générale. Mais ce bénéfice social n'est pas pris en compte par les individus. En conséquence, trop peu de gens décident de se faire vacciner par rapport au niveau de vaccination qui serait souhaitable d'un point de vue sociétal.

Le marché des vaccins est donc difficile mais l'activité de recherche consacrée à l'invention de nouveaux vaccins l'est tout autant. Il est bien connu que la production de connaissances par la recherche-développement (R&D) génère de nombreux bénéfices. Cependant, une large part de ces bénéfices ne sont pas capturés par la firme qui a investi dans la R&D. Celle-ci ne prendra donc pas en compte ces bénéfices pour la société dans ses décisions d'investissement et il s'ensuit une insuffisance d'investissement privé en recherche. Ces deux problèmes – l'un relatif au produit lui-même, l'autre relatif à l'activité de recherche – font que la recherche de nouveaux vaccins est une activité hautement incertaine

du point de vue de sa rentabilité financière. Comme elle est en outre coûteuse et risquée, peu d'entreprises privées s'y engagent.

La recherche de vaccins est donc, logiquement, un cas parfait pour les aides étatiques, par exemple sous forme de subventions gouvernementales à la R&D. Mais survient alors un autre problème. Ce qui est vrai pour le monde entier considéré dans son ensemble n'est pas vrai pour chaque pays pris isolément. Chaque gouvernement cherche à maximiser l'intérêt national, non pas l'intérêt mondial. La tentation est dès lors forte de compter sur les autres nations: pourquoi dépenser de l'argent pour quelque chose que d'autres pays feront et qui, au bout du compte, nous sera accessible? On appelle cela le *free riding*, ou principe du passager clandestin. En conclusion, la recherche et le développement de vaccins est une activité risquée et incertaine pour les entreprises, qui elles-mêmes ne sont pas suffisamment encouragées par les politiques publiques.

Bien sûr, des économistes et des juristes ainsi que des ONG se sont penchés sur ces problèmes et ont proposé de nouveaux modèles. Ceux-ci incluent des engagements d'achat par une institution publique ou charitable à un prix satisfaisant (assurant ainsi l'existence d'un marché attractif) ainsi que des partenariats public-privé dont plusieurs sont basés à Genève. En dépit de tous ces efforts louables et fructueux, la conséquence des problèmes que nous avons mentionnés est claire: l'industrie des vaccins est caractérisée par des capacités de R&D industrielle faible, avec peu d'acteurs véritablement engagés dans cette activité.

Le temps de la pandémie vient confirmer froidement l'analyse qui vient d'être faite. Le marché révèle soudainement des opportunités juteuses, des centaines de millions de consommateurs

potentiels apparaissant soudain. De même, les gouvernements nationaux souhaitent que leurs firmes soient les premières à développer un vaccin et ne pensent plus au *free riding*. L'horizon économique pour la recherche d'un vaccin bien spécifique est devenu soudainement radieux et les financements coulent désormais à flots!

Mais il a fallu attendre une tempête sans précédent pour que les fondamentaux de l'économie de la recherche dans ce domaine deviennent satisfaisants. Or, en matière de science et de technologie, le temps perdu ne se rattrape pas et les efforts extraordinaires accomplis désormais ne peuvent compenser la faiblesse des engagements privés ainsi que les impérities des politiques publiques qui ont caractérisé ce secteur depuis longtemps. ■

Ce texte a été rédigé par un collectif d'économistes appartenant principalement au Collège du management de la technologie de l'EPFL, sous la supervision des profs. Dominique Foray et Gaëtan de Rassenfosse. Cette question et bien d'autres sont abordées dans le document «COVID-19: Insights from Innovation Economists» qui est disponible sur <http://ssrn.com/abstract=3575824>. La liste de l'ensemble des auteurs est visible sur ce document.

DOMINIQUE FORAY
ECONOMISTE, PROFESSEUR
AU COLLEGE DU MANAGEMENT
DE L'EPFL, AFFILIE A
L'ENTREPRISE FOR SOCIETY
CENTER (EPFL-IMD-UNIL)



GAËTAN DE RASSENFOSSE
ECONOMISTE, PROFESSEUR
AU COLLEGE DU MANAGEMENT
DE L'EPFL, AFFILIE A
L'ENTREPRISE FOR SOCIETY
CENTER (EPFL-IMD-UNIL)

